

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 13/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RAFFINERIE DU MIDI**

76 rue d'Amsterdam  
75009 Paris

Références : [UD34/H4/SM/2024-067](#)  
Code AIOT : 0006600874

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement RAFFINERIE DU MIDI implanté 34540 Balaruc-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAFFINERIE DU MIDI
- 34540 Balaruc-les-Bains
- Code AIOT : 0006600874

Le site de l'ancienne raffinerie du Midi, à Balaruc-les-Bains, couvre une superficie d'environ 8 hectares situés en bordure de l'Étang de Thau. Il a accueilli de 1883 à 1903 des activités de raffinage, puis de stockage de produits pétroliers jusqu'en 1993.

Les diagnostics environnementaux ont mis en évidence une pollution du site principalement par des hydrocarbures, liée à l'activité du site, et par des métaux lourds (plomb, arsenic,...) liée à la qualité des remblais utilisés pour combler l'étang, l'essentiel du site se trouvant sur l'ancienne emprise de l'étang de Thau.

Suite à la cessation d'activité, des travaux de réhabilitation ont été engagés. Ces travaux ont combiné un traitement des sols in situ par bioventing de 2010 à 2013, l'excavation des terres les plus polluées (ne pouvant pas être traitées in situ) en 2004, 2012 et 2021, et un traitement du flottant présent dans les eaux souterraines, en cours de finalisation.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Écrémage passif de la pollution résiduelle des eaux souterraines	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.2 et 7	Sans objet
2	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 6.1 et 6.2	Sans objet
3	Rapport de fin de travaux	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 7	Sans objet
4	Analyse des risques résiduels et dossier SUP	AP Complémentaire du 04/08/2024, article 8 et 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la reprise de l'écémage passif dans les eaux souterraines, au droit du massif calcaire, et de préciser les éléments attendus par l'inspection (cartographies des pollutions résiduelles, analyse des risques résiduels et dossier d'institution de servitudes d'utilité publique) en vue de pouvoir procéder au récolement des travaux prescrits par l'AP de 2021.

La surveillance environnementale montre l'absence d'impact dans les piézomètres bordant le site (eaux souterraines et superficielles).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Écrémage passif de la pollution résiduelle dans les eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.2 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ecrémage passif eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> article 2-2: La société Raffinerie du midi met en œuvre un traitement d'écémage passif de la pollution résiduelle des eaux souterraines. Pour ce traitement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées: - avant le 31 août 2021, toutes données techniques utiles concernant le procédé mis en œuvre en justifiant le choix et le nombre des ouvrages concernés, - avant le 31 août 2021, pour avis, une stratégie d'arrêt de ce traitement, - un bilan du traitement dans un délai d'un mois après 6 mois de traitement d'écémage passif.

**Constats :**

L'exploitant a bien redémarré le dispositif d'écémage passif comme demandé lors de l'inspection du 22 mai 2023.

Les fiches de résultats transmises (20/10/23; 22/11/23; 04/01/23; 30/01/24) montrent une épaisseur de flottant globalement inférieure à 5 cm dans les 8 ouvrages équipés d'un écremeur passif à réservoir, excepté dans l'ouvrage S171.

Afin de finaliser le traitement, il est convenu que les ouvrages présentant moins de 5 cm de flottant seront équipés d'écremeurs passifs oléophiles (en remplacement des écremeurs à réservoir). Ces écremeurs oléophiles seront mis en place pendant 3 mois (avril, mai et juin 2024) et changés chaque mois, puis une vérification de l'absence de remobilisation significative sera réalisée un mois après le retrait de ces écremeurs (juillet 2024).

Observation n°1: l'exploitant transmettra, sous 1 mois, la mise à jour de la "procédure de réception du traitement" (version C du 5/12/2019) en précisant, sur la base des derniers résultats, les ouvrages qui seront équipés d'écremeurs passifs oléophiles. Un bilan sera transmis, en août 2024, à l'issue des 3 premiers mois de traitement par écremeurs passifs oléophiles et du mois d'observation, suivant la stratégie de traitement explicitée ci-dessus.

Concernant le piézomètre Pz5 endommagé:

L'exploitant a bien transmis une vidéo montrant l'état du piézo dont le fond est mesuré à 3,20m (au lieu de 5 m) et considère qu'il peut être encore utilisé et équipé avec un écremeur passif oléophile.

L'inspection a demandé à l'exploitant de mesurer, en sa présence, le jour de l'inspection, l'épaisseur de flottant dans les ouvrages Pz5 et S171: l'inspection a constaté l'absence d'épaisseur significative de flottant dans les 2 ouvrages, même si une odeur était perceptible et que des traces d'hydrocarbures étaient présentes sur la sonde.

Observation n°2: L'exploitant veillera à ce que les informations transmises sur l'épaisseur de flottant en Pz5 soient cohérentes entre celles figurant dans le rapport de surveillance des eaux souterraines et celles figurant dans le rapport de suivi de l'écémage. Une analyse sur l'origine possible de ces incohérences figurera dans le prochain rapport de surveillance des eaux souterraines.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Surveillance environnementale**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/08/2021, article 6.1 et 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

article 6.1: surveillance de la qualité des eaux souterraines

... La fréquence des analyses sera mensuelle jusqu'à 3 mois après les travaux d'excavation avant de passer trimestrielle pendant 1 an puis semestrielle l'année suivante.

Un bilan quadriennal sera transmis au préfet à l'issue de la dernière campagne semestrielle et proposera si besoin d'adapter le suivi....

article 6.2: surveillance de la qualité des eaux superficielles

La surveillance d'écoulements éventuels dans l'Etang de Thau est assurée par les 4 points de prélèvements existants positionnés autour du site. Une cartographie localisant l'ensemble de ces ouvrages est jointe en annexe II du présent arrêté.

L'exploitant doit réaliser des prélèvements et des analyses des eaux de l'étang à la même fréquence que pour les eaux souterraines. Lors de ces campagnes, l'exploitant réalisera, un examen visuel des berges de l'Etang de Thau autour du port Suttel afin de s'assurer de l'absence d'écoulements suspects pouvant provenir du site...

**Constats :**

L'exploitant a transmis les résultats de la surveillance des eaux souterraines et superficielles pour l'année 2023. Le rapport de la campagne d'analyses de décembre 2023 indique: "les concentrations en hydrocarbures C10-C40, HAP et BTEX sont inférieures ou proches des limites de quantification et toujours inférieures aux valeurs de référence sur les eaux souterraines et superficielles."

L'inspection retient qu'il n'y a pas de transfert de pollution hors site via les eaux souterraines, seule une zone récalcitrante, au droit du massif calcaire présente encore un peu de flottant, la dépollution à cet endroit ayant été techniquement limitée par la présence du massif calcaire.

L'exploitant a souhaité avoir confirmation de pouvoir passer à une fréquence semestrielle pour le suivi des eaux souterraines et superficielles.

Observation n°3: l'AP de 2021 précise que la fréquence du suivi des eaux souterraines et des eaux superficielles peut passer à une fréquence semestrielle 1 an après les travaux d'excavation, travaux qui se sont terminés en décembre 2021. Le suivi peut donc passer, dès à présent, à une fréquence semestrielle.

Le rapport du suivi de décembre 2023 recommande également: l'arrêt de la surveillance sur une sélection de piézomètres (en amont et/ou en aval), mais ne fait aucune proposition.

Observation n°4: l'exploitant précisera dans son prochain rapport de surveillance la liste des piézomètres où les teneurs indétectables depuis plusieurs mois ne justifient plus de suivi. L'exploitant justifiera également le nivellement NGF des piézos Pz1, Pz2 et Pz3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rapport de fin de travaux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/08/2021, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapport de fin de travaux

**Prescription contrôlée :**

article 7: rapport de fin des travaux de dépollution des sols

Dans un délai de 6 mois à compter de la fin des travaux d'excavation des sols pollués... l'exploitant transmet au préfet de l'Hérault un rapport d'exécution ...//... Ce rapport précisera notamment les volumes effectifs des terres excavées, des terres réutilisées et des terres éliminées hors site et fournira une cartographie des teneurs résiduelles des sols sur site (moyenne et maximum sur les différentes zones traitées et non traitées, comprenant pour ces dernières les justifications d'exemption) en zone non saturée et en zone de battement/zone saturée.

**Constats :**

Les cartographies transmises par l'exploitant ne répondent pas à la demande figurant dans l'AP prescrivant les travaux; en effet, elles ne représentent pas les teneurs résiduelles correspondant soit aux teneurs initiales dans les zones non traitées, soit aux teneurs résiduelles après traitement.

L'exploitant a souhaité que l'inspection précise le nombre de cartes et leur contenu.

**Observation n°5:**

L'exploitant transmettra, sous 1 mois, 6 cartographies montrant la pollution résiduelle:

- 2 cartographies pour les hydrocarbures C10-C40, une pour la zone non saturée (superficielle), une pour la zone saturée;
- 2 cartographies pour les BTEX, une pour la zone non saturée (superficielle), une pour la zone saturée;
- 2 cartographies pour les HAP, une pour la zone non saturée (superficielle), une pour la zone saturée.

Un code couleur représentera les différents niveaux de pollution (par exemple, pour les hydrocarbures, vert clair pour des teneurs <2500 mg/kg, vert foncé si < 5000 mg/kg, orange si <10 000 mg/kg et rouge si > à 10 000 mg/kg (correspondant aux zones qui n'ont pas pu techniquement être traitées).

Ces cartographies préciseront le périmètre des zones traitées et non traitées et dans un encart indiqueront:

- pour la zone non traitée: la teneur maxi, mini et la moyenne
- pour la zone traitée: les teneurs maxi, mini et moyenne, avant traitement et après traitement.

Une 7ème cartographie sera fournie précisant les teneurs en métaux identifiés lors de la caractérisation du site (a minima pour le plomb et l'arsenic). Cette cartographie a pour objectif de garder la mémoire de la pollution liée à la qualité des remblais utilisés pour gagner des terrains sur l'étang. La présence de cette pollution doit être prise en compte dans l'analyse des risques résiduels ainsi que pour définir les mesures à respecter pour garantir l'absence de risques pour les futurs employés et justifier, par exemple, le recouvrement des sols pour éviter les risques liés à l'ingestion de sol.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Analyse des risques résiduels et dossier SUP**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/08/2024, article 8 et 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, ARR et SUP

**Prescription contrôlée :**

Article 8:

L'exploitant transmettra une mise à jour de l'analyse des risques résiduels (ARR) liés à la pollution résiduelle du site sur la base des niveaux de dépollution effectivement atteints.

L'exploitant justifiera ainsi la compatibilité de l'état du site avec l'usage retenu pour la réhabilitation du site, à savoir de type industriel. ...

Article 9:

A l'issue des travaux de dépollution et en fonction des résultats de l'analyse des risques résiduels, l'exploitant propose à Monsieur le préfet de l'Hérault un dossier de demande d'institution de

restrictions d'usage selon les niveaux de pollution résiduels. Ces restrictions sont mises en œuvre conformément aux articles L.515-8 et R.515-31-1 à R.515-31-7 du code de l'environnement. ...

**Constats :**

Tous les travaux prescrits ont été réalisés ou engagés, seules les opérations d'écrouissage ne sont pas totalement terminées au droit du massif calcaire, aussi, l'inspection considère que l'exploitant a tous les éléments pour pouvoir transmettre l'analyse des risques résiduels (ARR) prévue à l'article 8 de l'AP 2021 et le dossier de servitudes d'utilité publique (SUP) prévu à l'article 9 de l'AP de 2021.

Observation n°6: L'exploitant transmettra, sous 4 mois, l'ARR et le dossier SUP prévus aux articles 8 et 9 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite